

Mémorial  Memorial
du des
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Jeu'di, 18 mars 1915.

N^o 23.

Donnerstag, 18. März 1915.

Loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 11 mars 1915, et celle du Conseil d'État du 13 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Sans préjudice aux attributions appartenant au Gouvernement en vertu des lois existantes, il pourra, pendant la durée de la guerre actuelle, être pourvu, par des règlements d'administration publique, à l'établissement des mesures nécessaires pour préserver, dans l'ordre économique, l'intérêt général.

Art. 2. Ces règlements fixeront, contre les contrevenants, des peines qui ne pourront excéder un emprisonnement de trois ans et une amende de 3000 fr., ou l'une de ces peines seulement. — Ils pourront ordonner la confiscation spéciale.

Néanmoins les peines plus fortes établies par le Code pénal ou par d'autres lois spéciales continueront à être appliquées aux cas qui y sont prévus.

Gesetz vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötige Befugnis erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidungen der Abgeordneten-Kammer vom 11. März 1915, sowie des Staatsrates vom 13. desj. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Saben verordnet und verordnen:

Art. 1. Unbeschadet der Befugnisse, welche der Regierung kraft bestehender Gesetze zustehen, können, während der Dauer des jetzigen Krieges, durch öffentliche Verwaltungsreglemente die nötigen Maßnahmen angeordnet werden, um auf wirtschaftlichem Gebiet das allgemeine Interesse zu wahren.

Art. 2. Diese Reglemente bestimmen bei Zuwiderhandlungen Strafen, welche Gefängnis bis zu drei Jahren und Geldbuße bis zu 3000 Franken oder eine dieser Strafen nicht übersteigen dürfen. — Sie können die Spezial-Beschlagnahme anordnen.

Nichtsdestoweniger finden höhere durch das Strafgesetzbuch oder andere besondere Gesetze festgesetzte Strafen auch auf die darin vorgezeichneten Fälle Anwendung.

Les principes généraux du droit pénal seront appliqués aux infractions aux dits règlements, sauf en ce qui concerne les dispositions sur les circonstances atténuantes.

Art. 3. Il sera rendu compte à la Chambre des députés dans sa plus prochaine réunion de l'exécution des dispositions ordonnées et exécutées en vertu de la présente loi.

Art. 4. Cette loi entrera en vigueur le jour de la publication qui en sera faite au *Mémorial*.

Les effets en cesseront à la fin de la guerre entre les pays limitrophes à la date qui sera précisée par un arrêté grand-ducal pris en la forme d'un règlement d'administration publique.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 15 mars 1915.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les Membres du Gouvernement,

EYSCHEN, MONGENAST, THORN, LECLÈRE.

Arrêté grand-ducal du 18 mars 1915, pris en exécution de la loi qui précède.

Nous **MARIE-ADÉLAÏDE**, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 16 mars 1915;

Notre Conseil d'État entendu et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Attendu que la très longue durée de la guerre dont la fin ne peut encore être prévue, rend nécessaire une réglementation sévère du commerce et de la consommation des céréales et des farines;

Attendu qu'il est nécessaire d'ordonner une saisie et une fixation des réserves disponibles

Die allgemeinen Grundsätze des Strafrechtes sind auf Zuwiderhandlungen gegen diese Reglemente anwendbar, mit Ausnahme der Bestimmungen über die mildernden Umstände.

Art. 3. Der Abgeordnetenkammer muß in der nächstfolgenden Sitzung Rechenschaft über die Ausführung der kraft dieses Gesetzes angeordneten und vollzogenen Bestimmungen abgelegt werden.

Art. 4. Dieses Gesetz tritt am Tage seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Seine Wirkungen hören am Schlusse des Krieges zwischen den angrenzenden Ländern und zwar an dem durch einen Großh. Beschluß in Form eines öffentlichen Verwaltungsreglementes zu bestimmenden Tage auf.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 15. März 1915.

Maria Adelhaid.

Die Mitglieder der Regierung,

Eyschen, Mongenast, Thorn, Leclère.

Großh. Beschluß vom 18. März 1915, die Ausführung vorstehenden Gesetzes betreffend.

Wir **Maria Adelhaid**, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Gesehen das Gesetz vom 16. März 1915;

Nach Anhörung unseres Staatsrates, und nach Beratung der Regierung im Conseil;

In Erwägung, daß die lange Dauer des Krieges, dessen Ende noch nicht abzusehen ist, eine strenge Regelung des Verkehrs und des Verbrauches von Getreide und Mehl als notwendig erscheinen läßt;

In Erwägung, daß eine Beschlagnahme und Feststellung der vorhandenen Vorräte erforder-

pour mettre le Gouvernement à même de décréter l'expropriation de certaines quantités et de les diriger sur les lieux où un manque menace de se faire sentir;

Avons ordonné et ordonnons:

Chap. I. — *De la saisie.*

Art. 1er. A partir du 23 mars 1915, les provisions de froment (épeautre), de seigle, d'avoine, d'orge, mélangées ou non, même non battues, ainsi que les provisions de farines de froment, de seigle, d'avoine ou d'orge, mélangées ou non, qui se trouvent dans le Grand-Duché ou qui sont en voie de transport, sont saisies au profit de l'État.

Art. 2. Sont exceptées de la saisie les provisions de blé égroné et de farine, pour autant que leur total ne dépasse pas 100 kg.

Art. 3. Il est défendu de modifier les objets saisis et tous actes de disposition y relatifs sont nuls pour autant qu'il n'y est pas dérogé par l'art. 4 ci-après.

Il est spécialement défendu d'employer les objets saisis à la nourriture animale.

Sont assimilés aux actes de disposition les actes résultant des procédures de la saisie-exécution ou de la saisie-arrest.

Art. 4. Les détenteurs de provisions saisies sont autorisés et obligés de pourvoir aux mesures nécessaires à leur conservation.

Les transports commencés peuvent être terminés.

Malgré la saisie il est permis:

a) aux entrepreneurs d'exploitations agricoles, d'employer provisoirement à la nourriture des membres de leur ménage, y compris les domestiques, les journaliers et les ouvriers, neuf kilogrammes de blé par mois et par tête, ainsi que de prélever les semences nécessaires

lich sind, um die Regierung in Stand zu setzen die Enteignung gewisser Quantitäten zu verordnen und sie denjenigen Stellen zuzuteilen, wo Mangel zu herrschen droht;

Saben beschlossen und beschließen;

Kapitel I. — *Beschlagnahme.*

Art. 1. Mit dem Beginn des 23. März 1915 sind die im Großherzogtum vorhandenen oder auf dem Transport befindlichen Vorräte von Weizen (Dinkel und Spelz), Roggen, Hafer, Gerste, allein oder mit anderer Frucht gemischt, auch ungedroschen, sowie die Vorräte von Weizen-, Roggen-, Hafer- und Gerstemehl allein oder gemischt, für den Staat beschlagnahmt.

Art. 2. Von der Beschlagnahme werden nicht betroffen Vorräte an gedroschenem Getreide und an Mehl, insoweit sie zusammen einen Doppelzentner nicht übersteigen.

Art. 3. An den beschlagnahmten Gegenständen dürfen Veränderungen nicht vorgenommen werden und rechtsgeschäftliche Verfügungen über sie sind nichtig, soweit nicht in dem Art. 4 etwas anderes bestimmt ist.

Insbesondere ist auch das Verfüttern verboten.

Den rechtsgeschäftlichen Verfügungen stehen Verfügungen gleich, die im Wege der Zwangsvollstreckung oder Arrestvollziehung erfolgen.

Art. 4. Die Besitzer von beschlagnahmten Vorräten sind berechtigt und verpflichtet, die zur Erhaltung der Vorräte erforderlichen Handlungen vorzunehmen.

Angefangene Transporte dürfen zu Ende geführt werden.

Trotz der Beschlagnahme dürfen:

a) Unternehmer landwirtschaftlicher Betriebe zur Ernährung der Angehörigen ihrer Wirtschaft einschließlich des Gefindes, der Tagelöhner und Arbeiter, auf den Stopf und Monat vorläufig 9 Kilogramm Brotgetreide und zur Frühjahrsbestellung das erforderliche Saatgut verwenden;

aux semailles du printemps; au lieu d'un kilogramme de blé, il peut être employé 800 gr. de farine;

b) aux entrepreneurs d'exploitations agricoles et aux commerçants, de fournir du blé de semence pour les semailles, pourvu qu'il soit établi que ce blé provient d'exploitations agricoles qui se sont occupées, durant les deux dernières années, de la vente de blés de semence; toute autre fourniture de blés de semence est subordonnée à l'autorisation du Gouvernement. La preuve que le blé de semence provient réellement d'exploitations agricoles qui ont fait durant les deux dernières années la vente de blés de semence sera rapportée, le cas échéant, par la production des lettres de voiture, des factures, d'une attestation de la Commission d'agriculture ou d'une manière analogue.

c) aux meuniers de moudre le blé; la farine tombe sous la saisie au profit de l'État;

d) aux boulangers et aux pâtisseries d'employer journellement à la cuisson une quantité de farine jusqu'à concurrence des trois quarts de la moyenne journalière de leur consommation pendant l'époque du 1^{er} au 28 février 1915; cette restriction s'applique même s'ils emploient de la farine ne tombant pas sous la saisie;

e) aux détenteurs de chevaux d'employer jusqu'au 1^{er} octobre 1915, 6 livres d'avoine par cheval et par jour;

Art. 5. Les effets de la saisie cessent avec l'expropriation ou avec les aliénations ou emplois autorisés par l'art. 4; des arrêtés ministériels régleront les questions de détail.

Art. 6. Les contestations qui pourront résulter de l'application des art. 1 à 5 seront jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton dans lequel les provisions se trouvent.

statt eines Kilogramm Brotgetreide können 800 Gramm Mehl verwendet werden.

b) Unternehmer landwirtschaftlicher Betriebe und Händler Saatgetreide für Saatzwecke liefern, das nachweislich aus landwirtschaftlichen Betrieben stammt, die sich in den letzten zwei Jahren mit dem Verkauf von Saatgetreide befaßt haben; anderes Getreide darf nur mit Genehmigung der Regierung zu Saatzwecken geliefert werden. Der Nachweis, daß das Saatgetreide aus landwirtschaftlichen Betrieben stammt, die sich in den letzten zwei Jahren mit dem Vertriebe von Saatgetreide befaßt haben, ist erforderlichenfalls durch Vorlage der Frachtbriefe, der Rechnungen, eines Zeugnisses der Ackerbau-Kommission oder ähnlicher Mittel zu erbringen.

c) Mühlen das Getreide ausmahlen: das Mehl fällt unter die Beschlagnahme zu Gunsten des Staates.

d) Bäcker und Konditoren täglich Mehl in einer Menge, die drei Viertel des durchschnittlichen Tagesverbrauchs vom 1. bis den 28. Februar 1915 entspricht, verbachten; diese Beschränkung gilt auch soweit sie beschlagnahmefreies Mehl verwenden.

e) Die Pferdebesitzer für jedes Pferd und jeden Tag 6 Pfund Hafer bis zum 1. Oktober 1915 verfüttern.

Art. 5. Die Wirkungen der Beschlagnahme endigen mit der Enteignung oder mit den nach Art. 4 zugelassenen Veräußerungen oder Verwendungen; das Nähere wird durch Regierungsbeschlüsse bestimmt.

Art. 6. Über Streitigkeiten, die sich aus der Anwendung der Art. 1 bis 5 ergeben, entscheidet endgültig der Friedensrichter des Kantons, in welchem die Vorräte lagern.

Art. 7. Quiconque détourne, détériore ou détruit, emploie à la nourriture animale, vend, achète les provisions saisis ou pose tout autre acte d'aliénation ou d'acquisition à leur égard sera puni d'un emprisonnement de 1 à 3 ans et d'une amende de 200 à 1000 fr. ou d'une de ces peines seulement. Sera puni des mêmes peines, quiconque néglige de prendre les mesures conservatrices nécessaires relatives à ces provisions ou qui emploie à d'autres fins le blé acquis pour les semences.

Chap. II. — *De la déclaration obligatoire.*

Art. 8. Quiconque détiendra, à la date du 23 mars 1915, des provisions visées à l'art. 1^{er}, est obligé de déclarer ces provisions et leurs propriétaires au bourgmestre de la commune où les provisions se trouvent. La déclaration des provisions qui à cette date sont en voie de transport sera faite par le destinataire dès la réception.

Les personnes dont les provisions sont inférieures à 100 kg sont également tenues de faire la déclaration.

Les provisions réclamées pour les semences sont à mentionner séparément.

Art. 9. Les déclarations sont à présenter au bourgmestre jusqu'au 23 mars 1915. Les bourgmestres adresseront au Gouvernement jusqu'au 1^{er} avril 1915 un relevé par sections des provisions existantes et du nombre des personnes tombant sous l'application de l'art. 4, al. 4 a. Le relevé indiquera séparément les provisions qui sont la propriété de l'État, de la commune ou d'établissements d'utilité publique.

Pour les déclarations il sera fait usage des formulaires arrêtés par le Gouvernement.

Art. 10. Les moulins qui font usage de la faculté inscrite à l'art. 4, al. 4 c, devront déclarer immédiatement au bourgmestre de leur commune tout changement de leurs stocks.

Art. 7. Wer unbefugt beschlagnahmte Vorräte beiseite schafft, beschädigt oder zerstört, verfüttert oder sonst verkauft, kauft oder ein anderes Veräußerungs- oder Erwerb-Geschäft über sie abschließt, wird mit einer Gefängnisstrafe von 1—3 Jahren und mit einer Geldstrafe von 200—1000 Fr., oder mit einer dieser Strafen bestraft. Ebenso wird bestraft, wer die zur Erhaltung der Vorräte erforderlichen Handlungen pflichtwidrig unterläßt oder wer als Saatgetreide erworbenes Getreide zu anderen Zwecken verwendet.

Stapitel II. — *Anzeigepflicht.*

Art. 8. Wer Vorräte der im Art. 1 bezeichneten Art mit Beginn des 23. März 1915 in Gewahrsam hat, ist verpflichtet, die Vorräte und ihre Eigentümer dem Bürgermeister anzuzeigen, in dessen Gemeinde die Vorräte lagern. Die Anzeige über Vorräte, die sich zu dieser Zeit auf dem Transporte befinden, ist unverzüglich nach dem Empfang von dem Empfänger zu erstatten.

Personen, deren Vorräte weniger als ein Doppelzentner betragen, sind ebenfalls zur Anzeige verpflichtet.

Vorräte, die als Saatgut beansprucht werden, sind besonders anzugeben.

Art. 9. Die Anzeigen sind dem Bürgermeister bis zum 26. März 1915 einzureichen. Die Bürgermeister haben bis zum 1. April 1915 der Regierung ein Verzeichnis der vorhandenen Vorräte und der Zahl der unter Art. 4, Abs. 4 a fallenden Personen getrennt nach Sektionen einzureichen. In dem Verzeichnis sind diejenigen Vorräte gesondert anzugeben, die im Eigentum des Staates, der Gemeinde oder gemeinnütziger Anstalten stehen.

Für die Anzeigen sind die von der Regierung festgestellten Formulare zu benutzen.

Art. 10. Mühlen, die von den Befugnissen des Art. 4, Abs. 4 c Gebrauch machen, haben über die eingetretenen Veränderungen ihrer Bestände dem Bürgermeister ihrer Gemeinde sofort Anzeige zu erstatten.

Les boulangers et pâtisseries qui veulent faire usage de la faculté de l'art. 4, devront indiquer, ensemble avec la déclaration prévue à l'art. 8, la quantité de farine qu'ils ont employée à la cuisson durant la période du 1^{er} au 28 février 1915.

Art. 11. Le Gouvernement ou ses délégués munis d'un pouvoir écrit, les commissaires de district et les bourgmestres sont autorisés à visiter les locaux d'approvisionnement et d'exploitation des personnes soumises à la déclaration, pour contrôler leurs déclarations et vérifier leurs livres.

Art. 12. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 à 3000 fr., ou d'une de ces peines seulement, quiconque omettra de faire la déclaration dans le délai prescrit ou aura fourni sciemment des indications fausses ou incomplètes.

Art. 13. Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*. Le Gouvernement déterminera la date où il cessera ses effets.

Chap. III. — Dispositions transitoires.

Art. 14. Le commerce de farines de seigle, de froment, d'avoine et d'orge, pures ou mélangées, est prohibé du jour de la publication du présent règlement jusqu'au jour de la saisie. Ne sont pas prohibées les fournitures destinées aux autorités, aux établissements publics ou d'utilité générale, de même qu'aux marchands, boulangers, pâtisseries dans les limites indiquées à l'art. 4 litt. d.

Art. 15. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 1000 fr., ou d'une de ces peines seulement, quiconque contreviendra aux dispositions de l'art. 14 qui précède.

Art. 16. Notre Conseil du Gouvernement, ainsi que les départements que la chose con-

Bäcker und Konditoren, die von den Befugnissen des Art. 4 Gebrauch machen wollen, haben zugleich mit der Anzeige nach Art. 8 anzuzeigen, wieviel Mehl sie in der Zeit vom 1. bis zum 28. Februar 1915 verbraucht haben.

Art. 11. Die Regierung oder deren mit einem schriftlichen Ausweis versehenen Delegierten, die Distriktskommissare und die Bürgermeister sind berechtigt, zur Nachprüfung der Angaben die Vorrats- und Betriebsräume des Anzeigepflichtigen zu untersuchen und seine Bücher zu prüfen.

Art. 12. Wer die Anzeige nicht in der gesetzten Frist erstattet, oder wer offensichtlich unrichtige oder unvollständige Angaben macht, wird mit Gefängnis von 8 Tagen bis zu drei Jahren und mit einer Geldbuße von 26—3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Art. 13. Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Verkündigung in Kraft.

Die Regierung bestimmt den Zeitpunkt des Außerkrafttretens dieser Verordnung.

Kapitel III. — Übergangsvorschriften.

Art. 14. Die Abgabe von Weizen-, Roggen-, Hafer- und Gerstemehl allein oder gemischt ist im geschäftlichen Verkehr in der Zeit von dem Tage der Verkündigung gegenwärtiger Verordnung bis zum Tage der Beschlagnahme verboten. Nicht verboten sind Lieferungen an Behörden, öffentliche und gemeinnützige Anstalten sowie an Händler, Bäcker, Konditoren in den in Art. 4 litt. d gezogenen Grenzen.

Art. 15. Wer der Vorschrift des Art. 14 zuwiderhandelt, wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu einem Jahr und mit Geldstrafe von 26—1000 Fr., oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Art. 16. Unser Regierungskollegium und die betreffenden Departemente sind mit der Aus-

cerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 18 mars 1915.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,
EYSCHEN, MONGENAST, THORN, LECLÈRE.

Circulaire.

L'arrêté grand-ducal de ce jour décrète la saisie, dans toute l'étendue du Grand-Duché, des provisions de blés, de farines, d'avoine et d'orge.

Cette mesure grave, que justifie une situation exceptionnelle, permettra d'assurer la subsistance, convenable et uniforme, de toutes les couches de notre population jusqu'à la prochaine récolte. Elle comporte un inventaire minutieux dont les opérations sont confiées aux bourgmestres. En vue d'en assurer l'exécution d'une façon sûre et prompte, les chefs des administrations communales formeront des sections de dénombrement et désigneront des recenseurs, aptes et zélés, dont le nombre dépendra de l'importance de la commune. MM. les bourgmestres ne manqueront pas surtout de faire appel au dévouement du personnel des écoles primaires.

Les imprimés nécessaires parviendront, sans tarder, aux administrations communales. Le bourgmestre fera remettre à domicile les formulaires de déclaration, avec un extrait du *Mémorial*, et chargera les recenseurs d'aider, le cas échéant, les déclarants à remplir les bulletins. Quiconque n'aura pas reçu de bulletin fera sa réclamation au recenseur et, en cas de besoin, à l'administration communale.

Les déclarations seront faites uniquement en quintaux (à cent livres) et en livres (centièmes de quintal). Elles doivent être adressées, dûment remplies et signées, au bourgmestre jusqu'au 26 mars, de préférence par l'intermédiaire des recenseurs. Les recenseurs inscriront

l'exécution de l'arrêté grand-ducal de ce jour décrète la saisie, dans toute l'étendue du Grand-Duché, des provisions de blés, de farines, d'avoine et d'orge.

Luxembourg, den 18. März 1915.

Marie Adélaïde.

Die Mitglieder der Regierung,
Eyschen, Mongenast, Thorn, Leclère.

Mundschreiben.

Durch Großh. Beschluß vom heutigen Tage ist die Beschlagnahme der Brotgetreide- und Mehlvorräte, des Hafers und der Gerste im ganzen Lande angeordnet worden. Diese durch Ausnahmeverhältnisse gebotene, einschneidende Maßnahme soll uns in Stand setzen, eine ausreichende und gleichförmige Ernährung aller Schichten der Bevölkerung bis zur nächsten Ernte sicherzustellen. Durch die Beschlagnahme ist eine neue Bestandsaufnahme notwendig, die durch die Hh. Bürgermeister durchgeführt werden soll. Zur glatten Erledigung dieses Geschäftes wird die Bildung von Zählbezirken unumgänglich sein. Die Bürgermeister werden eine dem Umfang der Gemeinde angemessene Anzahl von fähigen und zuverlässigen Zählern bestellen und dabei besonders die opferwillige Mitwirkung des Lehrpersonals der Primärschulen aufstreben.

Die erforderlichen Vordrucke werden den Gemeinden unverzüglich zugehen. Der Bürgermeister wird die Anzeigeformulare austragen lassen und die Zähler anweisen, den Anzeigepflichtigen bei der Ausfüllung der Vordrucke nötigenfalls behilflich zu sein. Jedem Anzeigeformular wird ein Auszug des „Memorials“ beigelegt. Wer keinen Vordruck erhalten hat, hat dies dem Zähler oder der Gemeindeverwaltung anzuzeigen.

Die Anzeigen dürfen nur in Zentnern (zu hundert Pfund) und in Pfunden (Hunderstel vom Zentner) erstattet werden. Sie sind dem Bürgermeister, ausgefüllt und mit Unterschrift versehen, bis zum 26. März, vorzugsweise durch Vermittlung der Zähler, einzureichen. Alle im

toutes les déclarations, même négatives, qui ont été faites dans leur section de dénombrement, dans des listes de contrôle, en se conformant aux instructions inscrites dans les formulaires. Ils remettront les listes de contrôle, en double exemplaire, avec toutes les déclarations, classées, au bourgmestre, jusqu'au 29 mars.

Le bourgmestre inscrira et additionnera les totaux des listes de contrôle dans un état récapitulatif pour toute la commune. Il s'assurera que toutes les déclarations ont été transcrites dans les listes de contrôle; il certifiera l'examen et l'exactitude des listes de contrôle et de l'état récapitulatif. Les listes de contrôle et les états récapitulatifs me seront adressés jusqu'au 1^{er} avril prochain. Le bourgmestre retiendra et conservera *soigneusement* le double des listes de contrôle et de l'état récapitulatif, ainsi que tous les bulletins de déclaration.

Le Gouvernement ou ses délégués, munis d'un pouvoir écrit, les commissaires de district et les bourgmestres sont autorisés, dans l'intérêt du contrôle des déclarations, à faire visiter les locaux d'approvisionnement et d'exploitation du déclarant et à vérifier les livres. L'omission de faire la déclaration dans le délai prescrit et les déclarations sciemment fausses ou incomplètes seront punies d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 3 ans et d'une amende de 26 à 3000 fr., ou de l'une de ces peines seulement. Mais le Gouvernement attend surtout des sentiments de solidarité et de droiture de nos populations que celles-ci feront leurs déclarations de provisions avec la plus scrupuleuse probité. Il compte aussi sur le dévouement absolu de tous ceux qui auront à s'occuper des opérations de l'inventaire.

Luxembourg, le 18 mars 1915.

Le Directeur général de l'intérieur,
E. LECLÈRE.

Zählbezirk abgegebenen Anzeigen, ob Vorräte vorhanden oder nicht, werden von dem Zähler in Kontrolllisten eingetragen, die mit einer Gebrauchsanweisung versehen sind. Die e ind dem Bürgermeister in doppelter Ausfertigung nebst allen nach der Reihenfolge in den Listen geordneten Anzeigen bis zum 29. März abzuliefern.

Die Endsummen der Bezirkskontrolllisten werden vom Bürgermeister zu einer Gemeindeübersicht zusammengestellt und aufgerechnet. Der Bürgermeister hat zu prüfen, ob alle Anzeigen in die Kontrolllisten übertragen sind; die Prüfung und die Richtigkeit der Kontrolllisten und der Gemeindeübersicht werden von ihm bescheinigt. Die Kontrolllisten und die Gemeindeübersichten sind mir bis zum 1. April k. einzureichen. Ein Exemplar derselben und alle Anzeigenformulare werden von dem Bürgermeister zurück erhalten und sorgfältig aufbewahrt.

Die Regierung oder die Delegierten derselben, die mit einem schriftlichen Ausweis versehen sind, die Distriktskommissare und die Bürgermeister sind berechtigt, zur Nachprüfung der Angaben die Vorrats- und Betriebsräume des Anzeigepflichtigen zu untersuchen und seine Bücher zu prüfen. Die Unterlassung der rechtzeitigen Anzeige und wesentlich unrichtige oder unvollständige Angaben werden mit Gefängnis von 8 Tagen bis zu 3 Jahren und mit einer Geldbusse von 26 bis 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen geahndet. Mehr noch als diese empfindlichen Strafen sind die Gefühle der Solidarität und der rechtschaffene Sinn der Bevölkerung eine Gewähr dafür, daß die Anzeigen gewissenhaft erstattet werden. Von allen aber, die sich amtlich mit der Aufnahme zu befassen haben, erwarte ich, daß sie ihre Aufgabe mit dem größten Pflichteifer erledigen werden.

Luxembourg, den 18. März 1915.

Der General-Direktor des Innern,
E. Leclère.

Avis. — Justice.

Par arrêté grand-ducal en date du 16 mars 1915, ont été nommés juges-commissaires aux ordres, pour la durée d'une année, à partir du 15 mars 1915:

près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, MM. L. *Franck* et Auguste *Liesch*, juges près le même tribunal;

près le tribunal d'arrondissement de Diekirch, M. Jos. *Bach*, juge près le même tribunal.

Luxembourg, le 17 mars 1915.

*Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,
V. THORN.*

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Großh. Beschluß vom 16. März 1915 sind auf die Dauer eines Jahres, vom 15. d. M. ab, zu Richterkommissaren bei dem Kollokationsverfahren ernannt worden:

am Bezirksgericht zu Luxemburg, die H. H. L. *Franck* und August *Liesch*, Richter am selben Gericht;

am Bezirksgericht zu Diekirch, Hr. Jos. *Bach*, Richter ebendasselbst

Luxemburg, den 17. März 1915.

Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
B. Thorn.

Beschluß vom 12. März 1915, betreffend vorübergehende Erleichterungen für die Einfuhr von frischem Fett aus dem Zollausland.

Der General-Direktor der Finanzen, und
der General-Direktor der Justiz und der öffentlichen Arbeiten;

Nach Einsicht des Art. 1 Absatz 2 Ziffer 1 und des Art. 14 Ziffer 2 des Gesetzes vom 28. März 1903 (Memorial Seite 297), betreffend die Kontrolle des aus dem Zollausland eingeführten Fleisches, der Ausführungsbestimmungen I vom 7. August 1908 (Memorial Seite 620), der Ausführungsbestimmungen III vom 28. März 1903 (Memorial Seite 321), sowie des am 14. Mai 1904 zwischen dem Großherzogtum und dem Deutschen Reich abgeschlossenen Vertrages wegen gegenseitiger Zulassung des zum menschlichen Genuß bestimmten Fleisches zum freien Verkehr (Memorial 1905 Seite 607);

Beschließen:

Art. 1. — 1. Unbeschadet der Bestimmung im Art. 1 Absatz 2 Ziffer 1 des Gesetzes vom 28. März 1903, betreffend die Kontrolle des aus dem Zollausland eingeführten Fleisches darf frisches Fett, ausgenommen Speck, auch ohne Zusammenhang mit dem Tierkörper in das Zollinland eingeführt werden. Dem Fette dürfen jedoch Teile von Muskelfleisch nicht anhaften.

2. Frisches Fett unterliegt bei der Einfuhr einer tierärztlichen Untersuchung nach den allgemeinen Grundsätzen der wissenschaftlichen Fleischschau. Eine chemische Untersuchung ist nur in Verdachtsfällen erforderlich. Eine Untersuchung des Fettes von Schweinen auf Trichinen findet nicht statt.

Frisches Fett, das in gesundheits- oder veterinär-polizeilicher Beziehung zu Bedenken Anlaß gibt, ist von der Einfuhr zurückzuweisen, soweit es bei sinngemäßer Anwendung der Vorschriften im § 18 Absatz 1 I der Ausführungsbestimmungen I vom 7. August 1908 nicht unschädlich beseitigt werden muß.

3. Die Gebühr für die Untersuchung des in das Zollinland ohne Zusammenhang mit dem Tierkörper eingehenden frischen Fettes beträgt 1,25 Ct. (0,01 M) für jedes Kilogramm, mindestens jedoch 62,5 Ct. 50 Pf.) für jede Sendung.

Art. 2. Die Regierung wird später den Zeitpunkt festsetzen, an dem die vorstehenden Bestimmungen für das Großherzogtum wieder aufgehoben werden.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Memoral“ veröffentlicht werden und sofort in Kraft treten.

Luxemburg, den 12. März 1915.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Der General-Direktor der Justiz und der öffentlichen Arbeiten,
B. Thorn.

Avis. — Cadastre.

Par arrêté grand-ducal du 13 mars courant, M. Jacques Forman, géomètre en chef du cadastre, a obtenu, sur sa demande, démission honorable de ses fonctions à partir du 22 mars 1915.

Le titre de géomètre en chef honoraire du cadastre lui a été conféré par le même arrêté.

Luxembourg, le 15 mars 1915.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Administration des postes et des télégraphes.

Par arrêté grand-ducal en date du 11 mars 1915, M. Nicolas-Joseph Frunck, commis au bureau des postes à Luxembourg-ville, a été nommé sous-chef de bureau à la perception d'Esch-s.-Alz.

Luxembourg, le 15 mars 1915.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Administration des douanes.

Par arrêté grand-ducal du 13 mars courant, M. Jean Greisch, contrôleur supérieur des douanes à Redange, a obtenu, sur sa demande, démission honorable de ses fonctions à partir du 1^{er} avril 1915.

Luxembourg, le 15 mars 1915.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung. — Kataster.

Durch Großh. Beschluß vom 13. März ct., ist Hr. Jakob Forman, Obergemeter des Katasters, auf sein Ersuchen, vom 22. März 1915 ab, ehrenvolle Entlassung aus seinem Amte bewilligt worden.

Durch denselben Beschluß ist ihm der Ehrentitel eines Obergemeters des Katasters verliehen worden.

Luxembourg, den 15. März 1915.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Post- und Telegraphenverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 11. März 1915, ist Hr. Nikolaus Funck, Postkommis zu Luxemburg-Stadt, zum Unterbureauvorsteher der Perception zu Esch a. d. Alz. ernannt worden.

Luxembourg, den 15. März 1915.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Zollverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 13. März ct., ist Hr. Johann Greisch, Oberzollkontrolleur zu Redingen, auf sein Ersuchen, vom 1. April 1915 ab, ehrenvolle Entlassung aus seinem Dienste bewilligt worden.

Luxembourg, den 15. März 1915.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Avis. — Jury d'examen.

Le jury d'examen pour le notariat, devant se réunir en session ordinaire le 23 mars et, conformément à l'avis publié au n° 16 du *Mémorial* de l'année courante, procédera également à l'examen de MM. Alexis *Pauly* et Edmond *Putz*, tous les deux avocats à Luxembourg, récipiendaires pour le grade de candidat notaire.

L'examen écrit aura lieu le mardi, 23 mars, de 9 heures du matin à midi, et de 2½ à 5½ heures de relevée, en même temps que celui de M. Victor Simonis.

Les épreuves orales sont fixées comme suit: pour M. *Pauly*, au vendredi, 26 mars, et pour M. *Putz*, au samedi, 27 mars, chaque fois à 10 heures du matin, dans une des salles du Palais de justice à Luxembourg.

Luxembourg, le 15 mars 1915.

Le Directeur général de l'intérieur,
E. LECLÈRE.

Avis. — Jury d'examen.

Le jury d'examen pour la philosophie et les lettres, composé de MM. J.-P. *Henrion*, conseiller de Gouvernement, président; *Zahn*, directeur du gymnase de Luxembourg, *Herchen*, *Bielecki*, professeurs au gymnase de Luxembourg, membres, et *Braunshausen*, professeur au même établissement, membre-secrétaire, se réunira en session extraordinaire du 10 au 17 avril prochain dans une des salles de l'Athénée de Luxembourg, pour procéder à l'examen de MM. Jean-Paul *Dieulouvé* de Larochette, *Émile Etienne* de Dudelange, *Adrien Faber* d'Ottange, et *Ernest Gerggen* de Steinsel, récipiendaires pour la candidature en philosophie et lettres, préparatoire à l'étude du droit; *Aloyse Duhr* d'Ahn, *Jean-Pierre Franck* de Herborn, *Joseph Oswald* d'Esch-s. Alz., *Eugène Schlim* d'Eischen, *Albert Steffen* de Cap, et *Jean Strommenger* de Steinfort, récipiendaires pour

Bekanntmachung. — Prüfungsjury.

Die Prüfungsjury für das Notariat, welche gemäß Bekanntmachung in Nr. 16 des „*Mémorial*“ vom Istd. Jahre am 23. März et. in ordentlicher Sitzung zusammentritt, wird ebenfalls die Prüfung der H. H. Alexis *Pauly* und Edmund *Putz*, Advokaten zu Luxemburg, Rezipienden für den Grad von Notar, vornehmen.

Die schriftliche Prüfung findet am Mittwoch, den 23. März, von 9 Uhr morgens bis Mittag und von 2½—5½ Uhr nachmittags, gleichzeitig mit derjenigen des Hrn. V. *Simonis*, statt.

Die mündlichen Prüfungen sind festgesetzt wie folgt: für Hrn. *Pauly*, auf Freitag, den 26. März, und für Hrn. *Putz*, auf Samstag, den 27. März, jedesmal um 10 Uhr morgens, in einem der Säle des Justizpalastes zu Luxemburg.

Luxembourg, den 16. März 1915.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. *Mongenaft*.

Bekanntmachung. — Prüfungsjury.

Die Prüfungsjury für die Philosophie und Philologie bestehend aus den H. H. J. P. *Henrion*, Regierungsrat, Präsident, *Zahn*, Direktor des Gymnasiums zu Luxemburg, *Herchen* und *Bielecki*, Professoren am Gymnasium zu Luxemburg, Mitglieder, und *Braunshausen*, Professor an derselben Anstalt, Mitglied-Sekretär, wird in außerordentlicher Sitzung vom 10. auf den 17. April l. in einem der Säle des Athenäums zu Luxemburg zusammentreten behufs Prüfung der H. H. Joh. Paul *Dieulouvé* aus Fels, *Emil Etienne* aus Dödelingen, *Adrien Faber* aus Ottingen und *Ernst Gerggen* aus Steinsel, Rezipienden für die Kandidatur der Philosophie und Philologie als Vorbereitung auf das Rechtsstudium; *Aloyse Duhr* aus Ahn, *Joh. Peter Franck* aus Herborn, *Josef Oswald* aus Esch a. d. Alz., *Eugen Schlim* aus Eischen, *Albert Steffen*

la candidature en philosophie et lettres, préparatoire au doctorat.

L'examen écrit pour tous les récipiendaires est fixé au samedi, 10 avril, de 9 heures du matin à midi, et de 3 à 6 heures de l'après-midi.

Les épreuves orales auront lieu dans l'ordre suivant: pour M. *Dieudonné*, le lundi, 12 avril, à 9 heures du matin; pour M. *Etienne*, le même jour, à 3 heures de relevée; pour M. *Faber*, le même jour, à 5 heures de relevée; pour M. *Gærgen*, le mardi, 13 avril, à 2 heures de relevée; pour M. *Duhr*, le même jour, à 4 heures de relevée; pour M. *Franck*, le mercredi, 14 avril, à 4 heures de relevée; pour M. *Oswald*, le jeudi 15 avril, à 2 heures de relevée; pour M. *Schlîm*, le même jour, à 5 heures de relevée; pour M. *Steffen*, le vendredi, 16 avril, à 4 heures de relevée; pour M. *Strommenger*, le samedi, 17 avril, à 4 heures de relevée.

Luxembourg, le 15 mars 1915.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Jury d'examen.

Le jury d'examen pour la médecine, composé des docteurs en médecine, chirurgie et accouchement, MM. *G. Fonck* à Luxembourg, président, *A. Weber* à Eich, *M. Grechen* à Luxembourg, *A. Praum* à Luxembourg, membres, et *F. Delvaux* à Luxembourg, membre-secrétaire, se réunira en session extraordinaire du 6 au 20 avril 1915, dans la salle des séances du Collège médical au laboratoire bactériologique à Luxembourg, à l'effet de procéder à l'examen de MM. *Nicolas Beckius* de Wormeldange, *Nicolas Blum* d'Esch-s-

aus Cap und Joh. *Strommenger* aus Steinfort, Rezipienden für die Kandidatur der Philosophie und Philologie, als Vorbereitung auf das Doktorat.

Die schriftliche Prüfung ist für alle Rezipienden auf Samstag, den 10. April, von 9 Uhr morgens bis Mittag und von 3—6 Uhr nachmittags festgesetzt.

Die mündlichen Prüfungen finden statt wie folgt: für Hrn. *Dieudonné*, am Montag, den 12. April, um 9 Uhr morgens; für Hrn. *Etienne*, am selben Tag, um 3 Uhr nachmittags; für Hrn. *Faber*, am selben Tag, um 5 Uhr nachmittags; für Hrn. *Gærgen*, am Dienstag, 13. April, um 2 Uhr nachmittags; für Hrn. *Dühr*, am selben Tage um 4 Uhr nachmittags; für Hrn. *Franck*, am Mittwoch, den 14. April, um 4 Uhr nachmittags; für Hrn. *Oswald*, am Donnerstag, den 15. April, um 2 Uhr nachmittags; für Hrn. *Schlîm*, am selben Tag, um 5 Uhr nachmittags; für Hrn. *Steffen*, am Freitag, den 16. April, um 4 Uhr nachmittags; für Hrn. *Strommenger* am Samstag, den 17. April, um 4 Uhr nachmittags.

Luxembourg, den 15. März 1915.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Prüfungsjury.

Die Prüfungsjury für die Medizin, bestehend aus den Doktoren der Medizin, Chirurgie und Geburtshilfe, H. G. *Fonck* aus Luxemburg, Präsident, *A. Weber* aus Eich *M. Grechen*, aus Luxemburg, *A. Praum* aus Luxemburg, Mitglieder, und *F. Delvaux* aus Luxemburg, Mitglied-Sekretär, wird in außerordentlicher Sitzung vom 6. auf den 20. April l. im Sitzungssaale des Medizinalkollegiums im bakteriologischen Institute zu Luxemburg, zusammenzutreten, behufs Prüfung der H. N. *Beckius* aus Wormeldingen, *N. Blum* aus Esch a. d.

Alz., récipiendaires pour la candidature en médecine; Gustave *Petry* de Dudelange, récipiendaire pour le doctorat en médecine; Eugène *Angelsberg* et Willy *Bellwald* de Larochette, récipiendaires pour le doctorat en chirurgie et le doctorat en accouchement.

L'époque des examens est fixée comme suit: mardi, 6 avril, de 9 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de relevée, examen écrit pour la candidature en médecine et pour les doctorats en médecine et en chirurgie; jeudi, 8 avril, à 2½ h., examen oral de M. *Beckius*; à 4½ h., examen oral de M. *Blum*; samedi, 10 avril, à 2½ h., examen pratique de MM. *Beckius* et *Blum*; lundi, 12 avril, à 2½ h., examen oral de M. *Petry*; mardi, 13 avril, à 2½ h., examen pratique de M. *Petry*; jeudi, 15 avril, à 2½ h., examen oral de M. *Angelsberg*; le même jour, à 4½ h., examen oral de M. *Bellwald*; samedi, 17 avril, à 2½ h., examen pratique de MM. *Angelsberg* et *Bellwald*; lundi, 19 avril, de 2½ à 5½ h., examen écrit pour le doctorat en accouchement; mardi, 20 avril, à 2½ h., examen oral et pratique de M. *Angelsberg*; le même jour, à 4½ h., examen oral et pratique de M. *Bellwald*.

Luxembourg, le 16 mars 1915.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Examens pour les brevets d'instituteur.

Par dérogation à l'arrêté ministériel du 17 juin 1914, publié au n° 41 du *Mémorial* de l'année dernière, les examens pour le brevet d'enseignement primaire supérieur, qui n'ont pu avoir lieu aux dates y indiquées, sont fixés comme suit:

Alz., Rezipienden für die Kandidatur der Medizin; Gust. *Petry* aus Düdelingen, Rezipiend für das Doktorat der Medizin; Eugen *Angelsberg* und Willy *Bellwald* aus Fels, Rezipienden für das Doktorat der Chirurgie und der Geburtshilfe.

Die Prüfungen finden statt wie folgt: Am Dienstag, den 6. April, von 9 Uhr morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr nachmittags, schriftliche Prüfung für die Kandidatur und die Doktorate der Medizin und der Chirurgie; Donnerstag, 8. April um 2½ Uhr, mündliche Prüfung des Hrn. *Beckius*; um 4½ Uhr, mündliche Prüfung des Hrn. *Blum*; Samstag, 10. April, um 2½ Uhr, praktische Prüfung der Hrn. *Beckius* und *Blum*; Montag, 12. April, um 2½ Uhr, mündliche Prüfung des Hrn. *Petry*; Dienstag, 13. April, um 2½ Uhr, praktische Prüfung des Hrn. *Petry*; Donnerstag, 15. April, um 2½ Uhr, mündliche Prüfung des Hrn. *Angelsberg*; um 4½ Uhr, mündliche Prüfung des Hrn. *Bellwald*; Samstag, 17. April, um 2½ Uhr, praktische Prüfung der Hrn. *Angelsberg* und *Bellwald*; Montag, 19. April, von 2½ bis 5½ Uhr, schriftliche Prüfung für das Doktorat der Geburtshilfe; Dienstag, 20. April, um 2½ Uhr, mündliche und praktische Prüfung des Hrn. *Angelsberg*; um 4½ Uhr, mündliche und praktische Prüfung des Hrn. *Bellwald*.

Luxemburg, den 16. März 1915.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Lehrerbrevetprüfungen.

In Abänderung des in Nr. 41 des „*Memorials*“ vom Jahre 1914 veröffentlichten Beschlusses vom 17. Juni 1914, sind die Prüfungen für das Fortbildungs- und Oberprimärbrevet, welche nicht an den bestimmten Tagen stattgefunden konnten, festgesetzt wie folgt:

1^o pour le brevet d'enseignement post-scolaire: *examen écrit*: les 6, 7, 8 et 9 avril; *examen oral*: le 12 avril pour les instituteurs et le 13 avril pour les institutrices;

2^o pour le brevet d'enseignement primaire supérieur: *examen écrit*: les 6, 7 et 8 avril; *examen oral*: le 14 avril pour les instituteurs et les institutrices.

Luxembourg, le 16 mars 1915.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Hospice du Rham.

Diverses sections de l'hospice et spécialement de l'orphelinat du Rham étant en ce moment surpeuplées et n'ayant plus aucune place disponible, j'engage les administrations communales à ne pas envoyer ni des enfants ni des adultes au dit établissement avant de s'être renseignées auprès du directeur s'il y a de la place pour les recevoir.

Les administrations communales qui négligeraient de prendre ces précautions s'exposeraient à voir renvoyer les personnes qu'elles dirigeraient vers l'hospice du Rham à un moment où toutes les places seraient prises.

D'un autre côté je crois devoir attirer l'attention des administrations communales sur la difficulté que cause la rareté des vivres au ravitaillement d'un établissement tel que l'hospice du Rham devant nourrir en moyenne 600 à 700 personnes. Dans cet ordre d'idées j'engage les administrations communales et les administrations charitables à placer de préférence dans les familles, à secourir à domicile tous les indigents, enfants et adultes, dont l'hospitalisation ne s'impose pas pour des motifs sérieux: maladies, infirmités graves, etc. Il sera certainement plus facile aux dites administrations de pourvoir de cette façon à l'entretien de quelques particuliers qu'à l'hospice du Rham de nourrir des centaines.

1. Fortbildungsbrevet: *schriftliche Prüfung*, am 6., 7., 8. und 9. April; *mündliche Prüfung*, am 12. April für die Lehrer und am 13. für die Lehrerinnen.

2. für das Oberprimärbrevet: *schriftliche Prüfung* am 6., 7. und 8. April; *mündliche Prüfung*: am 14. April für die Lehrer und Lehrerinnen.

Luxemburg, den 16. März 1915.

Der General-Direktor des Innern,
E. Declère.

Bekanntmachung. — Rhamhospiz.

Da verschiedene Abteilungen des Rhamhospizes und besonders des Waisenhauses augenblicklich überfüllt sind, ersuche ich die Gemeindeverwaltungen der genannten Anstalt weder Kinder noch Erwachsene zuzuführen, ohne sich vorher beim Direktor erkundigt zu haben, ob Platz vorhanden ist.

Die Gemeindeverwaltungen, die diese Vorsichtsmaßregel unterlassen, sehen sich der Gefahr aus, daß den nach dem Rhamhospiz gesandten Personen wegen Platzmangel die Aufnahme verweigert wird.

Andererseits glaube ich die Gemeindeverwaltungen auf die Schwierigkeiten aufmerksam machen zu müssen, die die Lebensmittelversorgung für durchschnittlich 600 bis 700 Personen dem Rhamhospiz verursacht.

In diesem Sinne ersuche ich die Gemeindeverwaltungen und die Wohltätigkeitsanstalten alle Dürftigen, Kinder und Erwachsene, deren Aufnahme in eine Pflegeanstalt nicht durch zwingende Gründe, als Krankheiten, Gebrechen, usw., geboten erscheint, vorzugsweise bei Privaten unterzubringen. Auf diese Weise wird den Gemeindeverwaltungen zweifellos der Unterhalt Einzelner leichter sein, als dem Staate die Verpflegung von Hunderten im Rhamhospiz.

J'ajoute que notamment les personnes plus ou moins valides qui jusqu'ici ont été envoyées à l'hospice du Rham uniquement parce qu'elles se trouvaient sans occupation et sans autres ressources pour vivre, ne devront plus, à l'avenir, être envoyées à l'hospice du Rham que dans des cas exceptionnels où tout autre moyen de pourvoir à leur entretien ferait défaut.

Luxembourg, le 15 mars 1915.

*Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,
V. THORN.*

Avis. — Passeports pour la France.

La Légation Royale des Pays-Bas à Berne informe le Gouvernement Grand-Ducal qu'une récente décision du Gouvernement de la République Française prévoit qu'à l'avenir personne ne pourra passer de la Suisse en France, sans être muni d'un passeport délivré par un consul français.

Le coût de ce passeport est de 20 fr.

Tout sujet luxembourgeois doit produire, en dehors du passeport luxembourgeois, un certificat d'un consul néerlandais, constatant qu'il n'est pas allemand, ni autrichien naturalisé luxembourgeois, ni le fils d'un tel.

Les consuls néerlandais ne délivrent ce certificat que sur la vu d'une attestation conforme du Gouvernement luxembourgeois.

Luxembourg, le 18 mars 1915.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Associations syndicales.

Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la société de laiterie de Rippweiler a déposé au secrétariat de la commune d'Useldange l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une

Ich füge hinzu, daß besonders die Personen, die mehr oder weniger kräftig sind und die bisher lediglich wegen Arbeits- und Mittellosigkeit im Rhamhospiz untergebracht wurden, in Zukunft nur mehr in besonderen Fällen, wo jede andere Verpflegungsgelegenheit ausgeschlossen ist, der genannten Anstalt zugeführt werden sollen.

Luxemburg, den 15. März 1915.

*Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
V. T h o r n.*

Bekanntmachung. — Reisepässe nach Frankreich.

Gemäß Mitteilung der Kgl. Gesandtschaft der Niederlande in Bern kann laut neuen französischen Vorschriften künftig niemand aus der Schweiz nach Frankreich gelangen, ohne einen von einem französischen Konsul ausgestellten Paß, welcher 20 Fr. kostet.

Jeder Luxemburger muß außer dem luxemburgischen Reisepaß die Bescheinigung eines niederländischen Konsuls vorzeigen, daß er weder Deutscher noch Österreicher naturalisierter Luxemburger ist, noch Sohn eines solchen.

Die Niederländischen Konsule können derartige Bescheinigungen nur ausstellen wenn der Interessent mit einer gleichlautenden Erklärung der Luxemburgischen Regierung versehen ist.

Luxemburg, den 18. März 1915.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E y s c h e n.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaften.

Gemäß Art. 2 des Gesetzes vom 27. März 1900, hat die Wolkereigenossenschaft von Rippweiler auf dem Gemeindefekretariat von Wellingingen ein Duplikat der eingetragenen Privaturskunde des Genossenschaftsaktes nebst einem

liste indiquant les noms, professions et domicile des administrateurs et de tous les associés.

Luxembourg, le 12 mars 1915.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 23 mars au 6 avril 1915, dans la commune de Waldbillig, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour l'établissement d'un chemin d'exploitation aux lieux dits « Kinderdell » à Christnach.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Waldbillig à partir du 23 mars prochain.

M. Pierre Lenertz, membre de la Commission d'agriculture à Zittig, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 6 avril prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, dans la salle de la maison communale de Christnach.

Luxembourg, le 13 mars 1915

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Rectification. — L'avis publié au *Mémorial* de 1915, n° 21, p. 218, et concernant la nomination d'échevins dans 18 communes, contient une erreur quant à la qualité attribuée à l'échevin de la commune de Mersch. Il faut lire: M. Charles Eichhorn, propriétaire à Mersch.

Caisse d'épargne. — À la date des 9 et 10 mars 1915, les livrets nos 69709, 142232 et 108092 ont été déclarés perdus. Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir leurs droits. Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 16 mars 1915.

Verzeichnis hinterlegt, das Namen, Stand und Wohnort der Verwaltungsräte sowie sämtlicher Mitglieder angibt.

Luxemburg, den 12. März 1915.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 23. März auf den 6. April k., in der Gemeinde Waldbillig eine Voruntersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage eines Feldweges, Orte genannt „Kinderdell“, usw., zu Christnach.

Der Situationsplan, der Kostenschlag, ein alphabetisches Verzeichnis der beteiligten Eigentümer sowie das Projekt des Genossenschaftsaktes sind auf dem Gemeindefekretariat von Waldbillig, vom 23. März künftige ab, hinterlegt.

Hr. P. Lenertz, Mitglied der Ackerbaukommission zu Zittig, ist zum Untersuchungskommissar ernannt. Die nötigen Erklärungen wird er den Interessenten am 6. April k., von 9—11 Uhr morgens, an Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2—4 Uhr nachmittags, etwaige Einsprüche im Gemeindefsaale zu Christnach entgegennehmen.

Luxemburg, den 13. März 1915.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.*

